

Pourtant ce sont des régions qui ne peuvent pas se permettre de faire la guerre et qui devraient consacrer leur énergie et leurs ressources à leur développement. Mais tout cela n'est que clichés qu'on répète et qui ne contribuent aucunement à résoudre les conflits nationalistes qui sous-tendent ces guerres tragiques.

J'estime, Monsieur le président, qu'il est inutile de déplorer les excès du nationalisme économique ou de se convaincre sans l'ombre d'un doute qu'ils mènent à l'auto-destruction. Il faut plutôt se demander pourquoi ces politiques illogiques et auto-destructives sont accueillies favorablement par les peuples et les gouvernements.

Elles le sont d'abord, à mon avis, parce qu'il est souvent difficile de faire la distinction entre le nationalisme qui cimenter les citoyens d'un pays et les politiques préconisées par les extrémistes du nationalisme économique. Les protectionnistes, par exemple, ont toujours fait appel, pour s'opposer aux importations étrangères à des arguments émotifs: "Mon pays d'abord". En faisant appel à ce genre d'arguments contre l'exploitation des sociétés et des entreprises sous contrôle étranger, on risque de créer la confusion totale dans l'esprit non seulement des peuples mais aussi des gouvernements.

Faute de les vaincre, soyez des leurs, dit-on souvent. Je crois que ce conseil peut contribuer à restreindre les excès du nationalisme économique. Ceux qui préconisent le libre-échange et qui déplorent l'érection de barrières inutiles aux mouvements des marchandises, des capitaux, de la technologie et des idées feraient bien de s'identifier comme des partisans du nationalisme.

Ce ne serait pas faire preuve d'hypocrisie, au contraire. L'histoire donne raison à ceux qui préconisent la libéralisation du commerce et des mouvements internationaux de capitaux, de technologie et d'idées comme moyen de promouvoir les aspirations nationales légitimes des États, qu'il s'agisse de pays industrialisés, de pays en voie de développement, ou, comme c'est le cas pour le Canada, de pays situés à mi-chemin entre les deux. C'est la force économique et non la faiblesse économique qui donne à un pays son indépendance.

Voici une autre raison pour laquelle un tel énoncé ne serait pas de l'hypocrisie. Lorsque je recommande à ceux qui préconisent la libéralisation du commerce et des investissements de se déclarer partisans du nationalisme, je leur demande en réalité d'appuyer les aspirations nationales légitimes à la liberté et à l'indépendance, tant économiques que politiques, chaque fois qu'elles se font jour. Ces attitudes qui, à